

de contribuer à la solution du problème. Le Canada étudie également, de concert avec d'autres membres de la FAO, les meilleurs moyens de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

Le Canada reconnaît par ailleurs la nécessité d'apports plus considérables à l'investissement dans les secteurs agricoles des pays en voie de développement et il est prêt à participer activement à toute action internationale en ce sens qui complète l'effort accru qu'admettent devoir consentir ces pays. Le Canada croit que les organisations financières existantes disposent probablement des meilleurs instruments pour acheminer ces apports, mais il est disposé à envisager de nouveaux mécanismes s'ils promettent de susciter la participation des donateurs actuels et de grossir leurs rangs.

Le Gouvernement canadien croit essentiel non seulement de formuler une stratégie mondiale de l'alimentation mais également d'élaborer les moyens d'en surveiller l'évolution et de coordonner l'apport des ressources qui doivent la sous-tendre. Il lui semble préférable de renforcer, et au besoin, de restructurer les organismes existants et de prévoir des mécanismes efficaces de coordination de leurs efforts.

Le Gouvernement a nommé M^{lle} Margaret Meagher, auparavant ambassadeur de carrière dans le service extérieur, pour discuter avec les gouvernements provinciaux et les organisations non-gouvernementales du Canada de la Conférence et du rôle qu'y jouera le Canada. Mademoiselle Meagher fera partie de la délégation canadienne et sera chargée à Rome de la liaison avec les organisations non-gouvernementales. Comme l'indique la liste des membres de la délégation canadienne, une représentation directe des provinces y est assurée. Enfin, les différents partis doivent désigner leurs observateurs parlementaires.